

CNCDP, Avis N° 20 - 20

**Avis rendu le 10 Juillet 2020.**

**Titres : - Principes : 1 ; 2 ; 6 - Articles : 2 ; 3 ; 5 ; 7 ; 9 ; 12 ; 17 ; 24 ; 25**

*Le code de déontologie des psychologues concerne les personnes habilitées à porter le titre de psychologue conformément à la loi n°85-772 du 25 juillet 1985 (JO du 26 juillet 1985). Le code de déontologie des psychologues de 1996 a été actualisé en février 2012, et c'est sur la base de celui-ci que la Commission rend désormais ses avis.*

## RÉSUMÉ DE LA DEMANDE

La demandeuse sollicite la Commission au sujet d'un rapport d'expertise rédigé par un psychologue qui concerne sa fille, son gendre ainsi que deux de leurs trois enfants. Cette expertise psychologique a été ordonnée par un Juge aux Affaires Familiales (JAF) dans un contexte de séparation conflictuelle et à la demande du gendre de la demandeuse.

Cette dernière conteste le contenu, la forme et les conclusions du rapport d'expertise psychologique. Elle ajoute que ce document constitue un préjudice pour sa fille car « il porte gravement atteinte à [son] l'intégrité psychique [...], à son honorabilité et à sa personnalité et ce, pour longtemps ».

Ainsi juge-t-elle partielle la position du psychologue ayant mené les différents entretiens dans le cadre de cette expertise, tout comme relativement imprécis et discutable le rapport qu'il a ensuite rédigé.

À cet effet, la demandeuse produit une « liste non exhaustive des points du rapport contestés » qu'elle présente par page, paragraphe, citation et pièce justificative. Elle se questionne sur les compétences de ce psychologue qui pose un diagnostic « d'aliénation parentale » et sur les préconisations faites dans son rapport.

Enfin, la demandeuse fait part de ses inquiétudes, suite à la saisine du Juge des enfants par son gendre et craint une décision de placement de ses petits-enfants. Par conséquent, elle demande à la Commission s'il est possible « d'obtenir le retrait ou l'annulation de ce rapport d'expertise », qu'elle estime être « à charge ».

**Documents joints :**

- Copie du rapport d'expertise psychologique.
- Copie de pièces administratives : livret de famille, plusieurs attestations de témoins, carte d'identité et courrier du conjoint de la demandeuse.
- Concernant la fille de la demandeuse :
  - Copie d'un document et d'une annexe relatant sa situation professionnelle.
  - Copie d'un procès-verbal d'une plainte déposée pour des faits de violence dans le cadre de sa mission de service public.
  - Copie de courriers administratifs émanant de l'employeur concernant une problématique de harcèlement moral au travail et stipulant un congé d'invalidité.
  - Copie du jugement du Conseil des prud'hommes
  - Copie d'une déclaration de main courante pour violences verbales du gendre
  - Copie de plusieurs certificats médicaux concernant les petits enfants de la demande suite à des violences physiques.
  - Copie d'un examen psychologique faisant office de contre-expertise.
- Concernant le gendre de la demandeuse :
  - Copie d'un procès-verbal pour soustraction par un parent à ses obligations légales concernant leurs enfants mineurs.
  - Copie d'un document émanant d'un avocat sollicitant l'intervention du Juge des Enfants.

## AVIS

*AVERTISSEMENT : La CNCDP, instance consultative, rend ses avis à partir des informations portées à sa connaissance par le demandeur, et au vu de la situation qu'il décrit. La CNCDP n'a pas qualité pour vérifier, enquêter, interroger. Ses avis ne sont ni des arbitrages ni des jugements : ils visent à éclairer les pratiques en regard du cadre déontologique que les psychologues se sont donné.*

*Les avis sont rendus par l'ensemble de la commission après étude approfondie du dossier par deux rapporteurs et débat en séance plénière.*

La Commission se propose de traiter du point suivant :

- Aspects déontologiques de l'expertise psychologique dans le contexte d'une séparation.

### **Aspects déontologiques de l'expertise psychologique dans le contexte d'une séparation.**

Le cadre d'exercice d'une mission confiée à un psychologue se définit par les fonctions et compétences de ce dernier, comme le stipule l'article 5 :

*Article 5 : « Le psychologue accepte les missions qu'il estime compatibles avec ses fonctions et ses compétences. »*

Dans la situation présente, il est inscrit, sur la page de garde du rapport d'expertise psychologique, le fait que le psychologue a été « commis expert » par l'autorité d'un JAF. L'expertise est une intervention dans un cadre de contrainte qui peut être confiée au psychologue, comme le stipule l'article 3 :

*Article 3 : « Ses interventions en situation individuelle, groupale ou institutionnelle relèvent d'une diversité de pratiques telles que l'accompagnement psychologique, le conseil, l'enseignement de la psychologie, l'évaluation, l'expertise, la formation, la psychothérapie, la recherche, le travail institutionnel. Ses méthodes sont diverses et adaptées à ses objectifs. Son principal outil est l'entretien. »*

D'une manière générale, le psychologue intervient auprès de personnes pour lesquelles il doit être en mesure de garantir, sans aucune réserve, le respect de leur dimension psychique, comme y invite l'article 2 :

*Article 2 : « La mission fondamentale du psychologue est de faire reconnaître et respecter la personne dans sa dimension psychique. Son activité porte sur les composantes psychologiques des individus considérés isolément ou collectivement et situés dans leur contexte. »*

Dans le cas plus précis où le psychologue intervient dans un cadre de contrainte, il tend à répondre aux questions qui lui sont posées afin d'éclairer les décisions du Juge. Là encore, le psychologue doit s'assurer de respecter chaque personne dans sa dimension psychique comme le préconise l'article 12 du Code :

*Article 12 : « Lorsque l'intervention se déroule dans un cadre de contrainte [...], le psychologue s'efforce de réunir les conditions d'une relation respectueuse de la dimension psychique du sujet. »*

Au-delà de la pluralité des méthodes dont il a la responsabilité, mais aussi de l'obligation de garantir le respect de la dimension psychique des personnes rencontrées, le psychologue doit pouvoir, même dans ce cadre, répondre de la nécessité de respect du but assigné comme le veut le Principe 6 :

## **Principe 6 : Respect du but assigné**

*« Les dispositifs méthodologiques mis en place par le psychologue répondent aux motifs de ses interventions, et à eux seulement. En construisant son intervention dans le respect du but assigné, le psychologue prend notamment en considération les utilisations qui pourraient en être faites par des tiers. »*

Dans le cas présenté, la finalité de la mission attribuée au psychologue est clairement stipulée sur la même page de garde en les termes suivants : « procéder aux expertises psychologiques des enfants » et « à un entretien » avec les parents avec mention de l'identité de chacun.

L'exercice d'entretiens d'expertise implique néanmoins que les personnes rencontrées les acceptent, en ayant reçu toutes les informations relatives à la démarche, notamment sur son déroulé, ses finalités et la production finale d'un écrit destiné au magistrat, comme le veut l'article 9 :

***Article 9 :** « Avant toute intervention, le psychologue s'assure du consentement libre et éclairé de ceux qui le consultent ou qui participent à une évaluation, une recherche ou une expertise. Il a donc l'obligation de les informer de façon claire et intelligible des objectifs, des modalités et des limites de son intervention, et des éventuels destinataires de ses conclusions. »*

L'écrit soumis à la Commission fait, en effet, état du travail du psychologue mandaté et comprend la restitution de ses expertises et des entretiens. La Commission relève toutefois l'absence d'objectifs clairement énoncés. En cela, elle regrette de ne pas avoir trouvé les questions ayant amené le JAF à missionner le psychologue ce qui, là encore, ne constitue pas une règle intangible.

Une contextualisation plus précise de la démarche aurait certainement permis de mieux apprécier dans quelle mesure les éléments restitués par le psychologue dans ce rapport étaient nécessaires ou pas. Cela aurait facilité l'appréciation du respect du secret professionnel, au sens de l'article 7 :

***Article 7 :** « Les obligations concernant le respect du secret professionnel s'imposent quel que soit le cadre d'exercice. »*

C'est en effet sur ce point que le positionnement du psychologue est discuté par la demandeuse qui qualifie son implication de partielle dans le processus d'évaluation ce qui, selon elle, transparaît dans l'écrit. La Commission s'est interrogée sur le degré de neutralité d'un psychologue dans un contexte de conflits familiaux. Selon le Principe 2, l'indépendance professionnelle implique de faire preuve en la matière de prudence et d'impartialité. Le psychologue engage sa responsabilité dans les préconisations adressées au magistrat :

## **Principe 2 : Compétence**

*« Le psychologue tient sa compétence : [...] de sa formation à discerner son implication personnelle dans la compréhension d'autrui. Chaque psychologue est garant de ses qualifications particulières. Il définit ses limites propres compte tenu de sa formation et de son expérience. [...] Quel que soit le contexte de son intervention et les éventuelles pressions subies, il fait preuve de prudence, mesure, discernement et impartialité. »*

Si les faits attestés par la demandeuse, qu'elle répertorie dans une liste non-exhaustive, sont avérés, alors le contenu du rapport d'expertise psychologique apparaît discutable. La Commission se réfère aux recommandations de l'article 17 qui préconise la plus grande prudence concernant la transmission à un tiers d'éléments psychologiques qui ne concerneraient pas directement le but assigné à l'intervention.

**Article 17 :** *« Lorsque les conclusions du psychologue sont transmises à un tiers, elles répondent avec prudence à la question posée et ne comportent les éléments d'ordre psychologique qui les fondent que si nécessaire. La transmission à un tiers requiert l'assentiment de l'intéressé ou une information préalable de celui-ci. »*

Néanmoins, la Commission s'est étonnée de l'absence d'éléments d'expertise psychologique concernant l'aîné des enfants, aucune mention n'a été apposée permettant de comprendre cette inégalité de traitement.

Au cours des entretiens réalisés avec les deux autres enfants rencontrés, le psychologue a eu recours à la passation d'épreuves habituellement utilisées avec des enfants de cet âge, comme l'indique l'article 24 :

**Article 24 :** *« Les techniques utilisées par le psychologue à des fins d'évaluation, de diagnostic, d'orientation ou de sélection, doivent avoir été scientifiquement validées et sont actualisées. »*

De l'ensemble des entretiens, c'est-à-dire autant avec les enfants que les parents, le psychologue a tiré des observations qui devaient lui permettre de répondre aux questions du JAF. Le psychologue a alors été amené à faire des préconisations, et non à poser un diagnostic.

Pour autant, la Commission rappelle combien toute observation doit conserver une certaine relativité, au sens de l'article 25 :

**Article 25 :** *« Le psychologue est averti du caractère relatif de ses évaluations et interprétations. Il prend en compte les processus évolutifs de la personne. Il ne tire pas de conclusions réductrices ou définitives concernant les ressources psychologiques et psychosociales des individus ou des groupes. »*

Pour se trouver en adéquation avec le Principe 2 et l'article 17, cités plus haut, le psychologue commis en tant qu'expert s'efforce d'être, autant que cela est possible, dans une démarche prudente, notamment quant aux conclusions auxquelles il peut arriver. La restitution d'informations ne peut être considérée comme valide qu'à la condition d'être

fidèle aux propos qui ont été tenus par les différentes personnes rencontrées. Là encore, aucun élément ne permet une position critique dans la situation apportée par la demandeuse sur cette question.

La Commission rappelle combien l'exercice de l'expertise doit pouvoir se trouver en conformité avec le Principe 1, relatif au respect de la dimension psychique d'une personne :

**Principe 1 : Respect des droits de la personne**

*« Le psychologue réfère son exercice aux principes édictés par les législations nationale, européenne et internationale sur le respect des droits fondamentaux des personnes, et spécialement de leur dignité, de leur liberté et de leur protection. Il s'attache à respecter l'autonomie d'autrui et en particulier ses possibilités d'information, sa liberté de jugement et de décision. Il favorise l'accès direct et libre de toute personne au psychologue de son choix. Il n'intervient qu'avec le consentement libre et éclairé des personnes concernées. Il préserve la vie privée et l'intimité des personnes en garantissant le respect du secret professionnel. Il respecte le principe fondamental que nul n'est tenu de révéler quoi que ce soit sur lui-même. »*

Pour la CNCDP

La Présidente

Michèle GUIDETTI

La CNCDP a été installée le 21 juin 1997 par les organisations professionnelles et syndicales de psychologues. Ses membres, parrainés par les associations de psychologues, siègent à titre individuel, ils travaillent bénévolement en toute indépendance et sont soumis à un devoir de réserve. La CNCDP siège à huis clos et respecte des règles strictes de confidentialité. Les avis rendus anonymes sont publiés sur les sites des organisations professionnelles avec l'accord du demandeur.

Toute utilisation des avis de la CNCDP par les demandeurs se fait sous leur entière responsabilité.

CNCDP, Avis N° 20 - 20

Avis rendu le 10 Juillet 2020.

Principes, Titres et articles du code cités dans l'avis :

Principes : 1 ; 2 ; 6 - Articles : 3 ; 5 ; 7 ; 9 ; 12 ; 17 ; 24 ; 25 -

Indexation du résumé :

Type de demandeur : particulier TA Parent

Contexte de la demande : procédure judiciaire entre parents

Objet de la demande d'avis : Écrit d'un psychologue TA rapport d'expertise judiciaire

Indexation du contenu de l'avis :

Autonomie professionnelle

Discernement

Information sur la démarche professionnelle TA Explicitation aux usagers

Mission TA Compatibilité des missions

Respect de la personne

Secret professionnel TA obligation de respect du secret professionnel

Respect du but assigné

Responsabilité professionnelle